

# 2017

Synthèse

## L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

LES INÉGALITÉS DE LA FAIM

Octobre 2017



welt  
hunger  
hilfe



INTERNATIONAL  
FOOD POLICY  
RESEARCH  
INSTITUTE

IFPRI

CONCERN  
worldwide



ACTED

Le rapport de l'Indice de la faim dans le monde 2017 (GHI) – douzième édition - propose une mesure multidimensionnelle de la faim au niveau national, régional et international. Le GHI 2017 montre les progrès effectués au niveau mondial pour réduire la faim depuis 2000, mais ces progrès ont été inégaux, avec des niveaux de faim encore *grave* ou *alarmant* dans 51 pays et *extrêmement alarmant* dans un pays. Cette année, le rapport met en lumière les inégalités sous-jacentes de la faim, dont les inégalités géographiques, de revenu et de genre, ainsi que les inégalités liées au pouvoir social, politique et économique où elles trouvent leurs racines.

## L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI)

Les résultats du GHI 2017 sont basés sur une formule qui regroupe trois dimensions de la faim – un apport calorique insuffisant, la sous-nutrition infantile et la mortalité infantile – mesurés par quatre indicateurs :

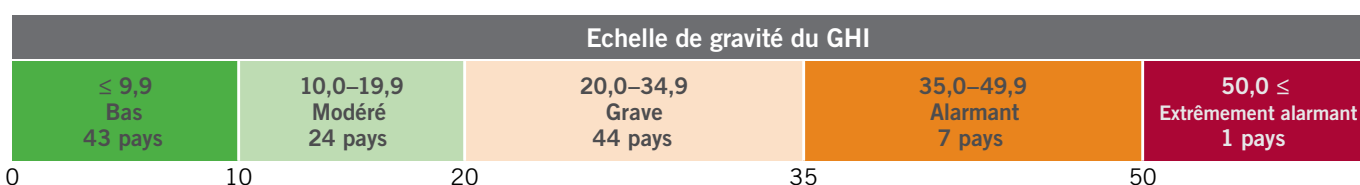
- **SOUS-ALIMENTATION** : la part de la population qui souffre de sous-alimentation liée à un apport calorique insuffisant ;
- **EMACIATION INFANTILE** : la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'émaciation (poids insuffisant par rapport à la taille) reflétant une sous-nutrition aigüe ;
- **RETARD DE CROISSANCE INFANTILE** : la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'un retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge), reflétant une sous-nutrition chronique ; et
- **MORTALITÉ INFANTILE** : le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

Les sources, dont sont issues ces données sont l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF, la Banque mondiale, les Enquêtes démographiques et de santé (DHS), le Groupe Inter-agence pour l'Estimation de la Mortalité infantile des Nations unies et l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI). Le GHI 2017 est calculé pour 119 pays pour lesquels les données sont disponibles et reflètent les données collectées entre 2012 et 2016.

Les pays sont classés sur une échelle allant de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire, bien qu'aucun de ces extrêmes ne soit atteint en réalité.

Les scores inférieurs à 10 reflètent un niveau de faim *bas*, les scores de 10 à 19 des niveaux *modérés*, les scores de 20 à 34,9 indiquent un niveau *grave*, les scores de 35 à 49,9 un niveau *alarmant* et les scores supérieurs à 50 un niveau *extrêmement alarmant* (Graphique 1).

GRAPHIQUE 1 NOMBRE DE PAYS PAR NIVEAU DE GHI



Source : auteurs.

# CLASSEMENT ET TENDANCES

Le nombre de personnes souffrant de la faim demeure inacceptable. Bien que le GHI 2017 montre des progrès sur le long terme, des millions de personnes souffrent encore de faim chronique et de nombreuses zones font face à des crises alimentaires sévères, voire des famines.

En 2017, le score GHI au niveau global a diminué de 27% par rapport à 2000. Sur 119 pays évalués cette année, un se retrouve dans la catégorie *extrêmement alarmant* du GHI, sept sont dans la catégorie *alarmant*, 44 ont un niveau de faim *grave* et 24 un niveau *modéré*. Seulement 43 pays ont des scores considérés comme *bas*.

Les régions du monde qui font le plus face à la faim sont l'Asie du sud et l'Afrique subsaharienne avec des scores reflétant un niveau de faim *grave* (30,9 et 29,4 respectivement). Les scores de l'Asie du sud-est, du Proche-Orient et de l'Afrique du nord, d'Amérique latine et des Caraïbes, et de l'Europe de l'est et de la Communauté des Etats indépendants les classent dans les catégories de *bas* à *modéré* (entre 7,9 et 12,8).

Cependant, ces moyennes dissimulent des résultats troublants au sein de chaque région, dont le cas du Tadjikistan, du Guatemala, d'Haïti et de l'Irak qui ont un niveau de faim *grave*, et *alarmant* dans le cas du Yémen. Cette disparité se retrouve également en Asie du sud-est, région où la moitié des pays ont un niveau de faim *grave* alors que la Chine a un score bas de 7,5.

## Une représentation mitigée

Entre le GHI 2000 et le GHI 2017, les scores de 14 pays ont chuté de 50% ou plus ; ceux de 72 pays ont baissé de 25% à 49,9 % et ceux de 27 pays ont diminué de moins de 25%. Seule la République centrafricaine, le seul pays de la catégorie *extrêmement alarmante*, n'a montré aucun progrès. Son score GHI 2017 est le même qu'en 2000.

Sur les huit pays souffrant de niveau de faim *alarmant* ou *extrêmement alarmant*, sept sont en Afrique subsaharienne : la République centrafricaine, le Tchad, le Libéria, Madagascar, la Sierra Leone, le Soudan et la Zambie,

exception faite du Yémen qui se situe en péninsule arabique. La plupart de ces pays ont fait face à des crises politiques ou à de violents conflits durant les dernières décennies. La République centrafricaine et le Yémen ont notamment été marqués par la guerre ces dernières années.

Etant donné que les données sur la prévalence de la sous-nutrition et dans certains cas les données ou estimations sur l'émaciation infantile ou le retard de croissance infantile ne sont pas partout disponibles, les scores GHI pour l'année 2017 n'ont pas pu être calculés pour 13 pays. Or, les pays concernés par ces données manquantes sont ceux qui souffriraient le plus. En se basant sur les données disponibles et les renseignements fournis par les organisations internationales spécialisées sur la faim et la sous-nutrition, 9 de ces pays suscitent d'importantes préoccupations : le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, l'Erythrée, la Libye, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Somalie, le Soudan du Sud et la Syrie.

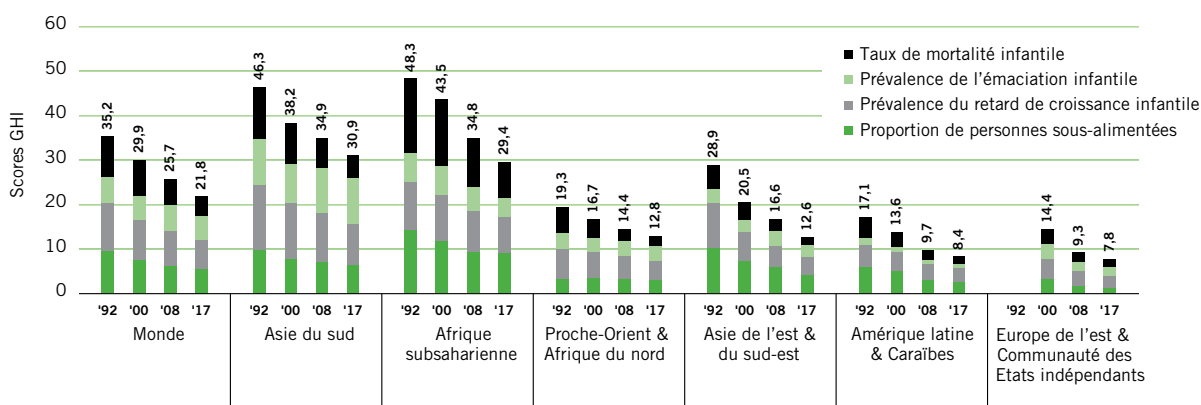
## Scores subnationaux

Les différences des situations de faim et de sous-nutrition à l'intérieur même des pays requièrent une approche ciblée pour apporter les meilleurs résultats.

Les données au niveau subnational peuvent être utiles pour calibrer des programmes, comme cela a pu être le cas pour le ciblage géographique qui a montré qu'il n'était pas seulement efficace mais également moins cher qu'un ciblage par ménage ou par individu. Les données au niveau régional ou d'un Etat, associées à d'autres informations peuvent servir des bases solides pour définir de bons programmes et de bonnes politiques.

Une analyse des données au niveau subnational sur les retards de croissance révèle de grandes disparités. Les niveaux de retard de croissance varient largement au sein des pays dans toutes les régions du monde. Par exemple, l'Amérique latine a le niveau de faim

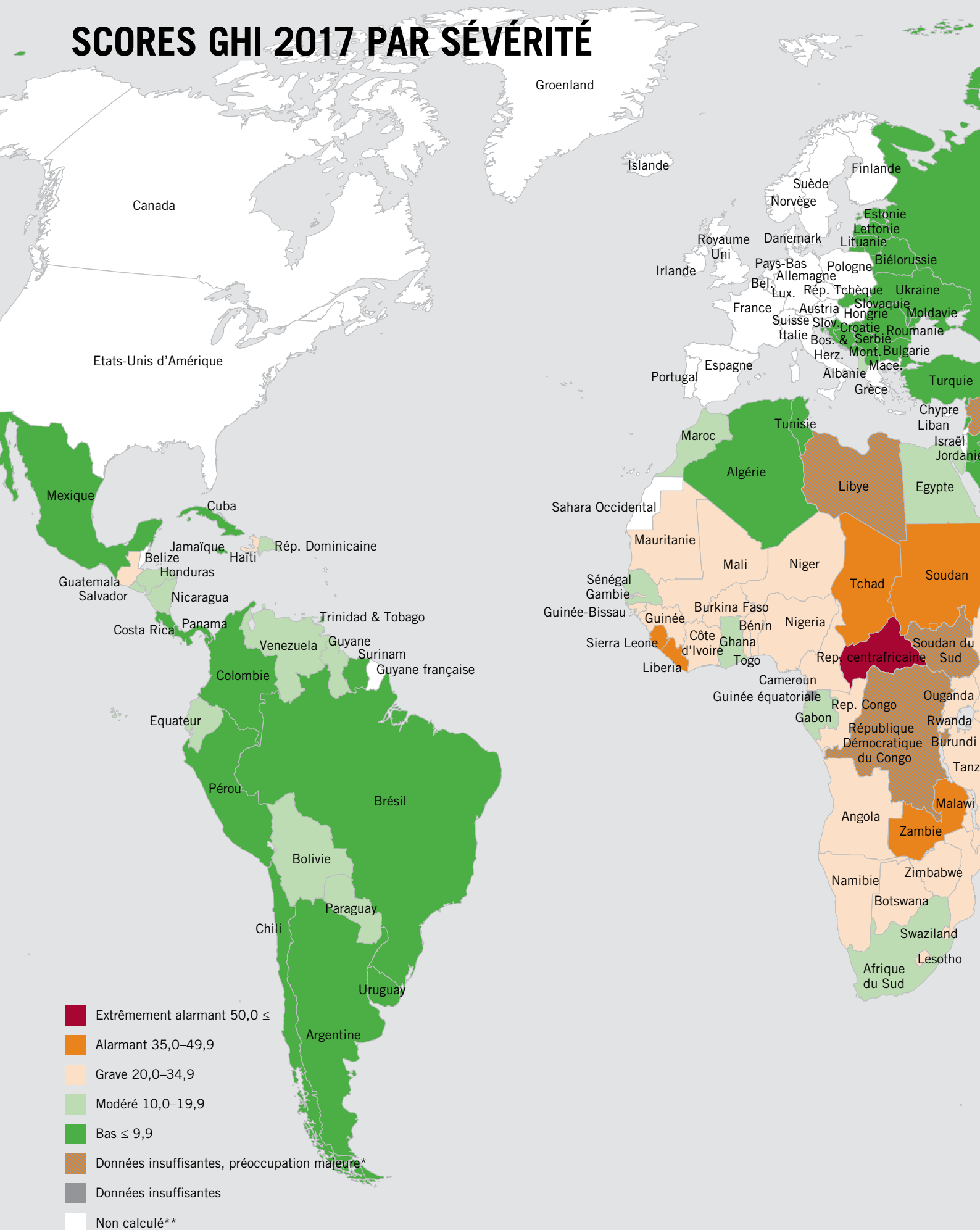
GRAPHIQUE 2 CONTRIBUTION DES INDICATEURS DU GHI AU NIVEAU GLOBAL ET RÉGIONAL EN 1992, 2000, 2008 ET 2017



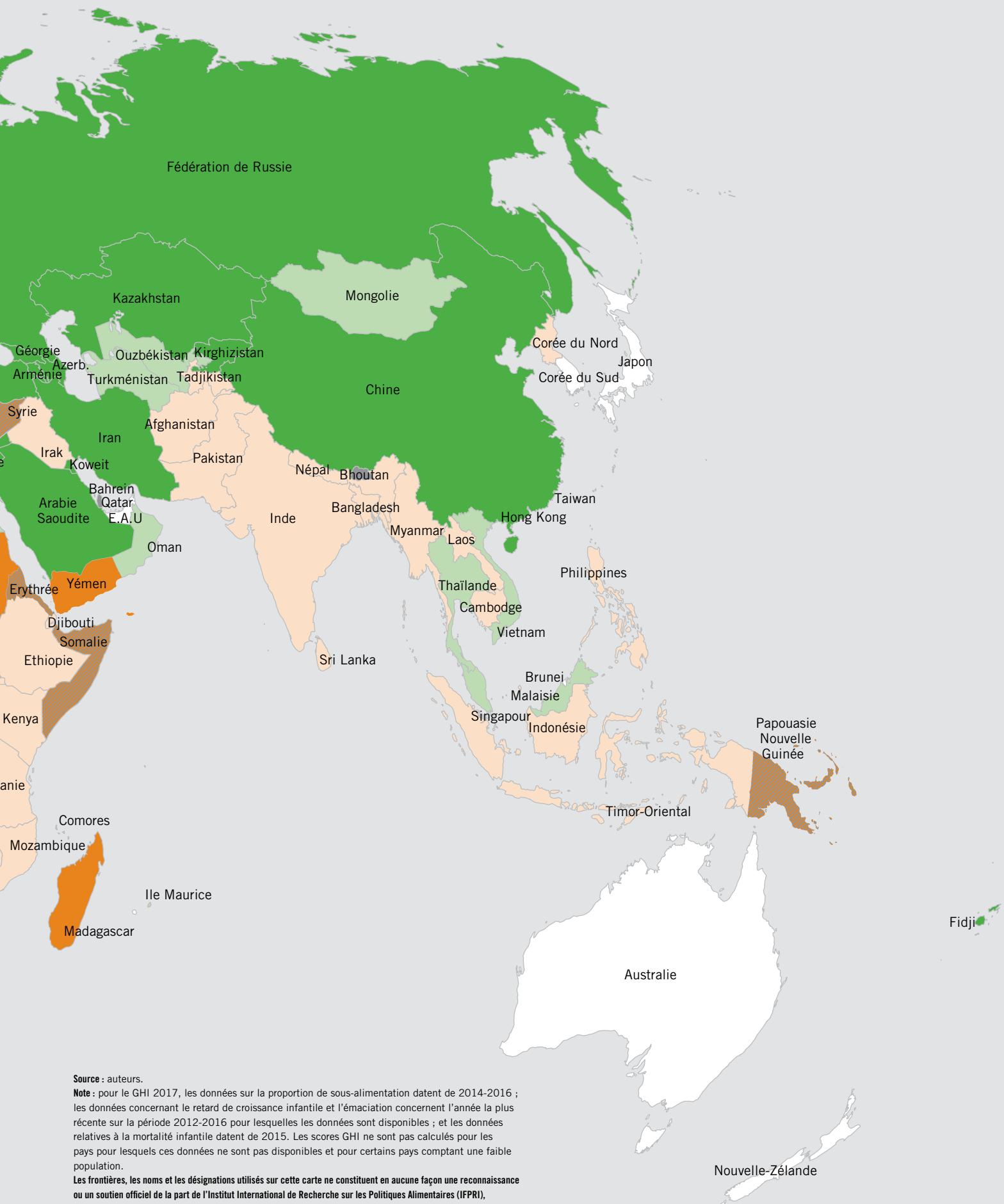
Source : auteurs.

Note : voir Annexe B du GHI pour les données sources. Le score GHI 1992 pour les pays d'Europe de l'est et de la Communauté des Etats indépendants n'a pas été calculé car de nombreux pays n'avaient pas leurs frontières actuelles.

# SCORES GHI 2017 PAR SÉVÉRITÉ



\*Voir Encart 2.1 dans la version complète du GHI pour plus de détails  
 \*\*Voir Chapitre 1 de la version complète du GHI pour plus de détails



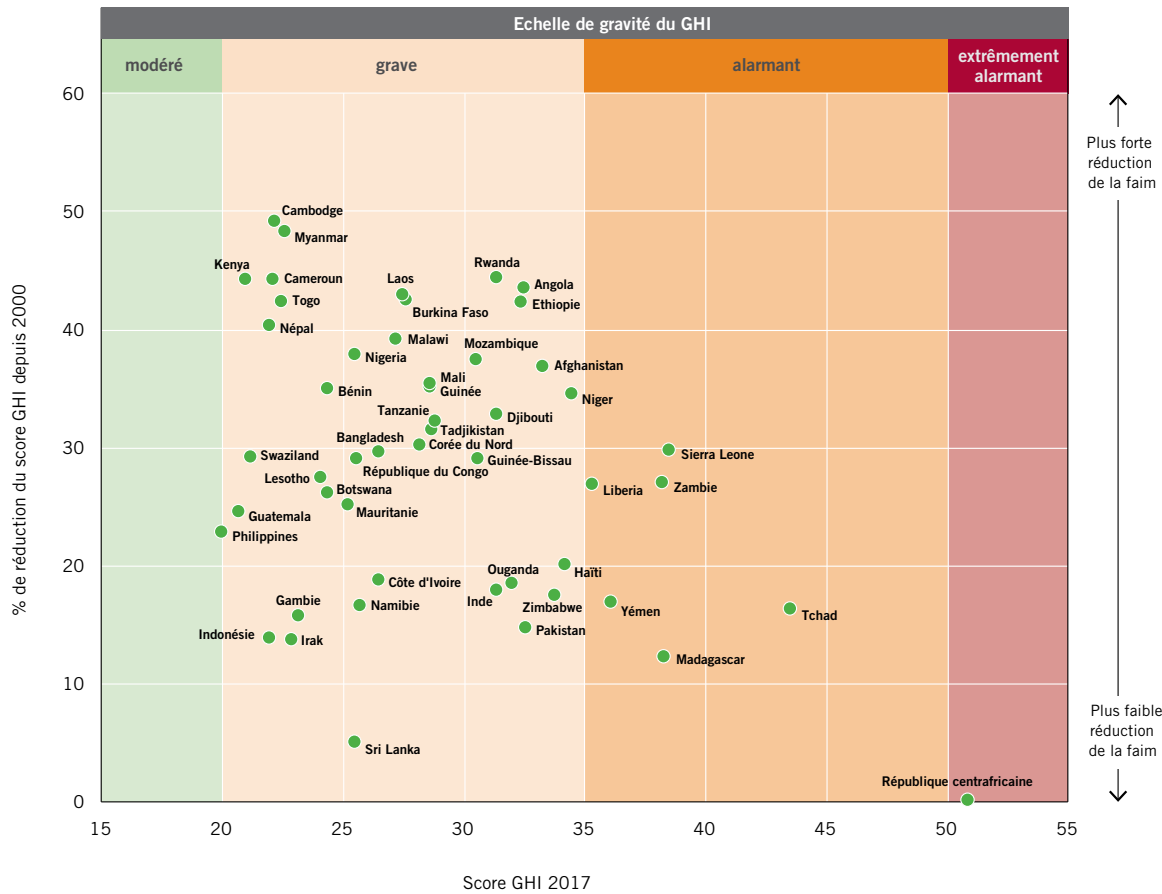
Source : auteurs.

Note : pour le GHI 2017, les données sur la proportion de sous-alimentation datent de 2014-2016 ; les données concernant le retard de croissance infantile et l'émaciation concernent l'année la plus récente sur la période 2012-2016 pour lesquelles les données sont disponibles ; et les données relatives à la mortalité infantile datent de 2015. Les scores GHI ne sont pas calculés pour les pays pour lesquels ces données ne sont pas disponibles et pour certains pays comptant une faible population.

Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur cette carte ne constituent en aucune façon une reconnaissance ou un soutien officiel de la part de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), Welthungerhilfe, Concern Worldwide ou ACTED.

Citation recommandée : « Scores GHI 2017 par sévérité » Carte de l'Indice de la faim dans le monde 2017 : Les inégalités de la faim, par K. von Grebmer, J. Bernstein, N. Hossain, T. Brown, N. Prasai, Y. Yohannes, F. Patterson, A. Sonntag, S.-M. Zimmermann, O. Towey et C. Foley. 2017. Bonn, Washington, DC et Dublin : Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute et Concern Worldwide.





Source : auteurs.

Note : ce graphique présente les pays où les données sont disponibles pour calculer les scores GHI 2000 et 2017 et où les scores GHI 2017 sont égaux ou supérieurs à 20, reflétant les niveaux de faim grave, alarmant ou extrêmement alarmant. Certains pays probablement au niveau de faim élevé ne figurent pas sur ce graphique en raison de données manquantes.

régional le plus bas. Pourtant, on observe un retard de croissance dans des zones du Guatemala avec des taux allant de 25% à 70% ! Dans certains pays ayant des taux de retards de croissance bas à l'échelle nationale, des états ou des régions ont des niveaux de retard de croissance problématiques, car élevés. Au Gabon où le taux national est seulement de 16,5%, une des régions atteint un taux de 34,5%. De la même façon, certains pays avec des niveaux de retards de croissance élevés à l'échelle nationale comptent des régions où le

taux lié au retard de croissance est extrême, comme en Afghanistan. Enfin, certains se distinguent avec des inégalités plus marquées que dans des pays similaires. Par exemple, le Népal et l'Angola ont des niveaux de retard de croissance similaires au niveau national et des tailles de populations comparables, et ils sont divisés en un nombre globalement similaire d'unités subnationales dans les enquêtes de sous-nutrition. Pourtant le plus haut taux de retard de croissance régional au Népal est de 64% alors qu'il est de 51% en Angola.

# INÉGALITÉS, FAIM ET MALNUTRITION : LE POUVOIR COMPTE

Par Naomi Hossain, Institute of Development Studies

Ce sont les personnes et les groupes avec le plus faible pouvoir social, économique ou politique qui souffrent le plus de la faim ou de la malnutrition. Ainsi, toute approche pour lutter contre la faim doit d'abord examiner comment le pouvoir fonctionne dans le système alimentaire. Les politiques qui ne prennent pas en compte cette analyse – peu

importe leur praticité, technicité ou leur évolutivité – risquent probablement d'échouer.

Comment les inégalités de pouvoir mènent à une alimentation inégale ? Dans les systèmes alimentaires, le pouvoir est exercé de manière diverse et dans des espaces variés, par une diversité d'acteurs : par la concentration du capital et des parts de marchés qui permettent aux entreprises

agro-alimentaires d'influer sur les prix de la nourriture et des intrants agricoles ; par les gouvernements, les organisations internationales ou les partenariats publics-privés qui peuvent influencer, mettre en œuvre ou bloquer des politiques alimentaires et façonner les débats ; et même par les décisions individuelles concernant les dépenses d'un ménage ou les repas d'une famille.

### L'interdépendance des inégalités

L'inégalité peut prendre plusieurs formes – étant donné que les personnes peuvent se retrouver désavantagées à cause de facteurs liés au genre, à l'appartenance ethnique, au statut socioéconomique et d'autres facteurs – comprendre comment cela conduit à la faim ou l'exacerbe n'est pas toujours simple. L'inégalité de genre est largement reconnue comme une cause de l'inégalité nutritionnelle. Plusieurs formes de malnutrition chronique sont étroitement associées au faible poids de naissance et au statut nutritionnel de l'enfant et du nourrisson qui sont liés au manque de pouvoir des femmes dans le ménage et la société. La classe socioéconomique et la géographie se recoupent et souvent surpassent le genre comme facteur d'inégalité. Un autre facteur est l'ethnicité, illustrée par de faibles résultats en termes de nutrition – faible poids par rapport à la taille (émaciation), faible taille par rapport à l'âge (retard de croissance) et déficiences en micronutriments - parmi les populations indigènes qui doivent faire face à la pauvreté et la marginalisation socio-politique. Enfin, l'accès des personnes à des marchés alimentaires changeant définit aussi les inégalités liées à la faim et à la nutrition. Dans les milieux urbains, les personnes marginalisées se retrouvent souvent bloquées dans des « déserts alimentaires » ou incapables d'accéder à une nourriture saine même lorsque celle-ci est disponible.

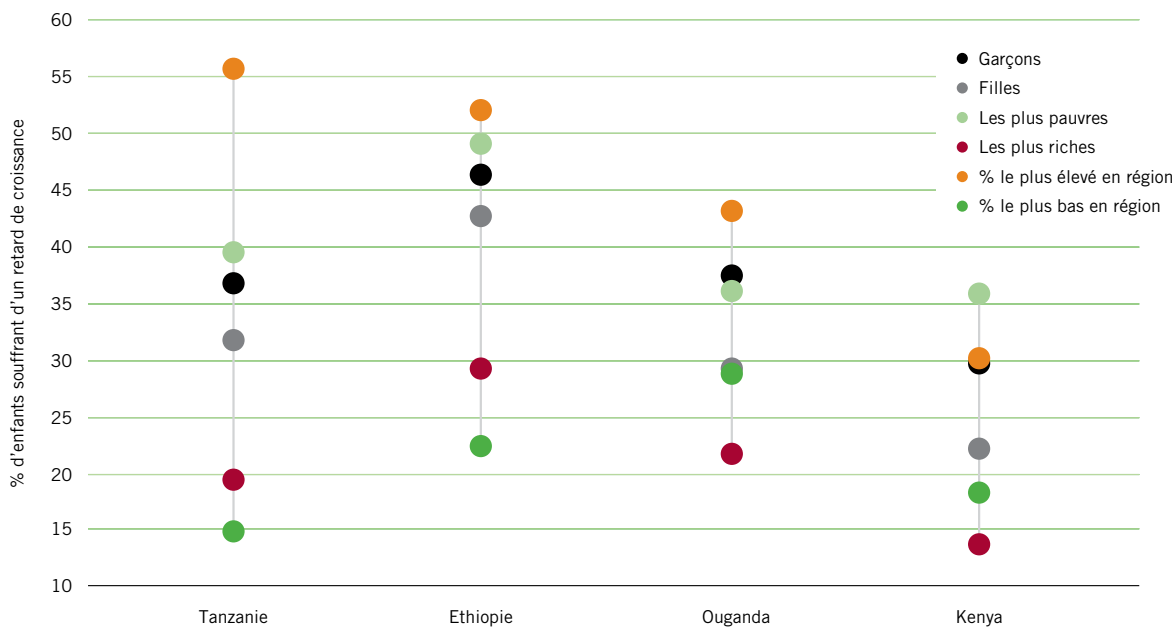
### Comprendre la dynamique du pouvoir

Le pouvoir est exercé sous différentes formes (de la consommation à la publicité, à la définition des politiques), à différents niveaux (global, national et local), dans des espaces multiples (des syndicats agricoles aux comités de l'ONU) offrant une myriade d'opportunités pour les activistes, militants, praticiens et décideurs politiques pour recommander, définir des stratégies et construire des coalitions pour le changement. Analyser le rôle que joue le pouvoir dans la création d'inégalités nutritionnelles peut aider les décideurs politiques à identifier des zones pour l'action et des alliés possibles quand ils définissent les politiques réalistes en matière de nutrition et d'interventions.

### Ne laisser personne derrière

Atteindre les Objectifs de développement durable qui visent à « ne laisser personne derrière » exige des approches en termes de lutte contre la faim et la malnutrition qui soient à la fois plus sensibles aux inégalités qu'elles génèrent et plus adaptées aux inégalités de pouvoir qui intensifient les effets de la pauvreté et de la marginalisation sur la malnutrition. A cette fin, l'analyse du pouvoir peut être utilisée pour nommer toutes les formes de pouvoir qui maintiennent les personnes dans une situation de faim et de malnutrition, pour définir des interventions stratégiques ciblées sur l'endroit où le pouvoir est exercé, pour renforcer les capacités de ceux qui souffrent de la faim et de malnutrition pour défier et résister à la perte de contrôle sur la nourriture qu'ils mangent.

GRAPHIQUE 4 LES INÉGALITÉS LIÉES AU RETARD DE CROISSANCE DANS LES QUELQUES PAYS D'AFRIQUE DE L'EST



Source : Group-based Inequality Database (GRID), disponible sur <https://campaigns.savethechildren.net/grid>.

# RECOMMANDATIONS

Bien qu'il y ait suffisamment de nourriture produite au niveau mondial, la faim persiste – étant en grande partie le résultat d'inégalités variées et sévères. Pourtant, ni la faim, ni les inégalités ne sont inévitables ; chacune trouve ses racines dans les relations de pouvoir inégales qui sont souvent perpétuées et exacerbées par les lois, les politiques, les attitudes et les pratiques. Les recommandations suivantes visent à redresser les déséquilibres de pouvoir afin de réduire la faim parmi les plus vulnérables :

## **Encourager la gouvernance démocratique des systèmes alimentaires nationaux**

Pour encourager véritablement une gouvernance démocratique de nos systèmes alimentaires, les gouvernements doivent activement inclure dans le processus d'élaboration des politiques les groupes sous-représentés, comme les petits agriculteurs. En effet, ils sont partie prenante de la production alimentaire et nourrissent les populations ; mais ils sont souvent exclus de la contribution aux politiques et aux lois qui affectent les moyens de subsistance.

## **Élargir la participation dans les débats de politiques alimentaires internationaux**

Les corps internationaux qui visent à favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent s'assurer de la participation significative des mouvements de populations et des organisations de la société civile du monde entier pour générer des débats plus productifs autour des paradigmes des systèmes alimentaires.

## **Garantir les droits et un espace pour la société civile**

Les gouvernements doivent préserver un espace pour que la société civile puisse jouer son rôle et demander aux décideurs de rendre des comptes sur leur obligation de protéger et d'assurer le droit à une alimentation adéquate. La liberté de rassemblements et d'associations, les manifestations pacifiques et le droit à l'information font partie intégrante de cette recommandation.

## **Protéger les citoyens et assurer les standards de commerce et d'échange**

Les gouvernements doivent créer et appliquer des cadres réglementaires pour protéger les citoyens – notamment les plus vulnérables – des impacts négatifs du commerce international, des accords agricoles et des actions des entreprises privées qui peuvent mettre en danger la souveraineté alimentaire des citoyens et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les entreprises privées doivent agir dans le respect des droits humains et des standards environnementaux acquis au niveau international, comme

indiqué dans les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme des Nations unies.

## **Analyser le pouvoir pour concevoir de meilleures politiques**

Les politiques nationales doivent tenir compte de la répartition de la faim et de la malnutrition au sein de la population, et analyser comment les inégalités de pouvoir affectent les différents groupes de la société. Par exemple, comment les discriminations de genre dans les normes et pratiques peuvent nuire au statut nutritionnel des femmes et des filles. Se concentrer sur les politiques commerciales, foncières et agricoles qui ont des impacts visibles et invisibles sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle aidera à aligner les efforts pour lutter contre la faim.

## **Augmenter le soutien aux petits producteurs alimentaires**

Les gouvernements doivent développer les capacités des petits producteurs, notamment des femmes, en assurant l'accès aux services publics comme les infrastructures, les services financiers, l'information et la formation.

## **Promouvoir l'égalité par l'éducation et les filets de protection sociale**

Pour réduire la croissance des inégalités et de la faim, les gouvernements nationaux doivent offrir un accès à l'éducation et créer des filets de protection sociale pour assurer à tous les membres de la société – dont les plus vulnérables et marginalisés – une sécurité de revenu et un accès aux soins de santé essentiels.

## **Demander des comptes aux gouvernements avec des données à jour**

Pour suivre les progrès vers une faim Zéro et demander des comptes aux gouvernements en fonction de leur engagements, les écarts critiques de données liés à la faim et aux inégalités doivent être traités et les gouvernements nationaux ainsi que les organisations internationales doivent soutenir la collecte de données fiables, à jour, indépendantes, désagrégées et libre d'accès.

## **Investir dans les ODD et ne laisser personne derrière**

Les bailleurs doivent contribuer à un financement approprié aux efforts de réalisation des ODD, notamment dans les pays à faible revenu, où l'aide au développement est particulièrement indispensable. Les bailleurs doivent atteindre la cible, convenue au niveau international, en contribuant à hauteur de 0,7% de leur produit intérieur brut (PIB) à l'aide au développement, ainsi qu'à 0,15%-0,2% du PIB pour les pays les moins développés.

### **Deutsche Welthungerhilfe e. V.**

Friedrich-Ebert-Straße 1  
53173 Bonn, Allemagne  
Tel. +49 228-2288-0  
Fax +49 228-2288-333  
www.welthungerhilfe.de  
Membre de l'Alliance2015

### **Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires**

1201 Eye Street, NW  
Washington, D.C. 20005, USA  
Tel. +1 202-862-5600  
Fax +1 202-862-5606  
www.ifpri.org

### **Concern Worldwide**

52-55 Lower Camden Street  
Dublin 2, Irlande  
Tel. +353 1-417-7700  
Fax +353 1-475-7362  
www.concern.net  
Membre de l'Alliance2015

### **ACTED**

33, rue Godot de Mauroy  
75009 Paris, France  
Tel. +33 (0)1 42 65 33 33  
www.acted.org  
Membre de l'Alliance2015

**IFPRI** : Klaus von Grebmer, Jill Bernstein, Tracy Brown, Nilam Prasai, Yisehac Yohannes

**Concern Worldwide** : Olive Towey, Connell Foley

**Welthungerhilfe** : Fraser Patterson, Andrea Sonntag, Sophia-Marie Zimmermann

**Auteur invitée** : Naomi Hossain, Institute of Development Studies

Publication revue par des pairs

Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur les cartes de ce rapport ne constituent en aucune façon la reconnaissance ou l'expression d'un soutien officiel de la part de l'IFPRI, ses partenaires ou collaborateurs.

Crédits photo : Soe Zeya Tun/REUTERS.

Copyright © 2017 International Food Policy Research Institute. Tous droits réservés. Contacter ifpri-copyright@cgiar.org pour la permission de réimprimer. Sauf indication contraire, ce document est protégé par une licence Creative Commons, Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 3.0 IGO License (CC BY-NC-ND) <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/>.

DOI: <https://doi.org/10.2499/9780896292772>